

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

giscard :

la poudre aux yeux

éditorial par bertrand renouvin

Changement ou spectacle du changement ? La question n'a cessé d'animer le débat politique au cours de l'été, semant parfois la division comme le montre la controverse publiée par le *Nouvel Observateur*. A gauche on s'interroge, avec ou sans le « secours » de Marx, pesamment ou intelligemment. De même du côté de la droite plus ou moins extrême, on s'inquiète de voir le Président de la République puiser ses réformes dans le programme de la gauche. Comme si ce n'était pas prévisible dès avant le résultat du second tour ! Comme s'il n'y avait pas toujours convergence du libéralisme de droite et du libéralisme de gauche ! Ainsi, nous aurons avec Giscard le « droit » à l'avortement. Nous l'aurions eu avec Mitterrand. Ils représentaient l'un comme l'autre, dans ce domaine comme dans d'autres, la certitude du pire : le comprend-on mieux maintenant ?

Il y a, il y aura donc des « change-

ments » qui, comme la « libéralisation » de l'avortement, comme la réforme de la législation sur le divorce, permettront de faire l'économie d'une politique familiale, judiciaire, sociale au sens large du terme. Le reste n'est et ne sera que spectacle, opportunisme, illusionisme : nous l'avons dit dès l'élection de Valéry Giscard et chaque semaine apporte une nouvelle vérification. Par exemple, tout récemment, cette décision de tenir un Conseil des ministres à Lyon par « souci de décentralisation ». Ce qui prête à rire : quand Napoléon dictait ses décrets de Moscou, la France n'en demeurait pas moins soumise à la centralisation la plus rigoureuse. Pur spectacle donc, qui ne peut cacher l'autoritarisme du Président de la République et la dictature de sa caste, tandis que la révolte gronde en Corse.

Mais la politique étrangère ? On commence à y voir plus clair dans le jeu giscardien, malgré les lourdes équivoques qui continuent de peser

sur sa conception des relations franco-américaines. Levée de l'embargo ? On en devine les raisons, essentiellement mercantiles, qui ne sauraient fonder une politique française au Proche-Orient. Relance de l'Europe politique ? On sait d'expérience qu'il s'agit de la classique opération en trompe l'œil destinée à remplacer un projet diplomatique défaillant. Limitation de l'exercice du droit de veto au sein du Conseil des ministres de la C.E.E. ? C'est une des rares propositions concrètes de l'apôtre du « changement ». Mais il faut la combattre parce qu'elle marquerait une nouvelle abdication de notre souveraineté, une nouvelle aliénation de notre indépendance.

Oui, décidément, il faut prendre Giscard au sérieux, qu'il se fasse marchand d'illusions ou promoteur de réformes : dans un cas comme dans l'autre il nous détruit.

Bertrand RENOUVIN.

forces et faiblesses de la france

Aucune solution miracle mais la France a les moyens d'éviter une crise grave qui frappe les pays les plus riches du monde.

face à la crise

Le problème majeur pour la France est de mesurer les capacités réelles de résistance de son économie. Le choc brutal provoqué par le quadruplement des prix du pétrole brut a fait vaciller la puissance économique de l'ensemble des pays industrialisés. Pour la première fois de son histoire, le capitalisme moderne, engendré par la crise de 1929 et la seconde guerre mondiale, tremble sur ses bases. Les récentes déconfitures du monde bancaire sont-elles de simples phénomènes conjoncturels, résultats de spéculations malheureuses, ou bien les signes avant-coureurs d'une crise économique d'autant plus grave qu'elle atteindrait en même temps tous les grands pays industrialisés ?

Déjà l'Italie s'installe dans la récession, en vient à quémander et à obtenir l'aide financière de l'Allemagne. L'Allemagne elle-même, tout comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon, voient leur croissance diminuer. Seule la France, avec un taux de croissance de 4,75 % semble plus ou moins préservée. Mais l'hyperinflation ne l'épargne nullement, même si un taux de 16 % par an apparaît presque « dérisoire » en comparaison de l'inflation italienne et surtout japonaise. Il est vrai qu'après « la croissance à la japonaise » l'inflation à la japonaise — + 30 % par an — dépasse l'imagination !

Réunis dernièrement à Paris, les cinq ministres des Finances des pays les plus riches du monde, n'auront pas manqué de confronter la situation de chacun de leur pays. Tous sont peu ou prou logés à la même enseigne : inflation, taux d'intérêt excessivement hauts, « pétrodollars » vagabonds, faillites bancaires, secteurs industriels menacés de récession à brève échéance, l'optimisme n'était certainement pas à l'ordre du jour. Pourtant, en dépit de la dépendance commune vis-à-vis du pétrole arabe, de

l'interdépendance de leurs économies répercutant chez l'un les difficultés de l'autre, chaque pays connaît des difficultés qui lui sont propres et détient des solutions nationales. Il en est ainsi de l'Allemagne dans son rôle de parent riche vis-à-vis de l'Italie. L'économie allemande est trop dépendante des exportations pour se permettre d'abandonner à leur sort ses principaux clients.

Moins bien placée sur le plan extérieur, avec un déficit de sa balance des paiements qui augmente de mois en mois, l'économie française est pour sa part surtout minée de l'intérieur. A l'inflation rampante, essentiellement d'origine monétaire, à la fois cause et conséquence de la croissance économique mais surtout expression d'un phénomène social largement répandu, succède aujourd'hui l'hyperinflation ; inflation importée dans une large mesure, d'abord par les euro-dollars, maintenant par la hausse des matières premières et du pétrole, bientôt si l'on n'y prend garde par la masse des pétro-dollars à la recherche de placements rentables. Cette inflation aggrave les déséquilibres économiques et sociaux non résorbés par la croissance. Elle pénalise les plus faibles, les « oubliés de la croissance », ceux dont le pouvoir d'achat déjà faible s'amenuise de jour en jour, ceux surtout que ne défend aucun syndicat. Et, si dans un premier temps l'inflation profite indéniablement à ceux qui s'endettent, particuliers et entreprises, elle devient pour ces dernières rapidement insupportable au-delà d'un certain seuil.

Alors les sévères — mais indispensables — mesures de restriction du crédit atteignent fortement ces petites et moyennes entreprises incitées à s'endetter fortement dans un passé très récent. A la panoplie anti-inflationniste du

gouvernement s'ajoute aujourd'hui l'opération psychologique frein sur les prix lancée par M. Fourcade, dont on espère que les effets à moyen terme seront plus probants que la baisse légère des taux de la T.V.A. intervenue il y a déjà un an. Mais les menaces sur l'emploi sont bien réelles dans les secteurs de l'automobile et de l'industrie textile, et l'apparente volonté de négociations des syndicats cache mal la difficulté commune à tous les partenaires sociaux de trouver une solution à nos faiblesses.

Force est de reconnaître qu'aucune solution miracle ne se dégage à court terme ; mais forte encore d'un taux de croissance relativement élevé, d'une puissance industrielle dynamique, la France a les moyens d'éviter une crise grave. Sa technologie est reconnue dans un domaine comme celui de l'aéronautique civile et militaire et sur ce dernier point la levée de l'embargo au Proche-Orient peut se révéler bénéfique. Elle possède surtout des ressources humaines immenses, stérilisées à la fois par les bureaucraties syndicales et étatiques, par les technocrates ennemis du partage des responsabilités, par sa structure politique. Il est certain que la France ne pourra échapper à une crise grave si à tous les niveaux de la société, chacun se réfugie dans l'irresponsabilité et cherche à préserver ses propres privilèges. Encore faut-il distinguer entre les privilèges de véritables « affameurs » tel ce syndicat de betteraviers qui n'hésite pas à provoquer la pénurie alors que notre pays ne consomme que les deux tiers de sa propre production de sucre, dans le seul but d'obtenir un relèvement des prix, totalement injustifié, et les petits privilèges de telle ou telle catégorie sociale hier encore oubliée par le développement économique.

P. D'AYMERIES

pétrole : le rationnement

Trop tôt ou trop tard. Le plan d'économie de l'énergie annoncé le vendredi 6 septembre par M. D'Ornano est non seulement bien modeste, mais aussi fort mal venu.

Ce mini-plan entraînera tout au plus des économies en devises équivalent à environ 1 milliard et demi de francs. C'est bien peu comparés aux 15 milliards de francs que nous coûtent notre approvisionnement pétrolier. « Une goutte d'eau... dans le mazout » écrit le « Quotidien de Paris ». Il ne faut donc pas compter sur ce timide rationnement pour résorber une part sensible du déficit causé par le renchérissement du pétrole brut importé.

L'objet même de ce rationnement — la consommation de fuel domestique — ne représente guère que le tiers de notre consommation globale de produits pétroliers. Et il est bon de savoir qu'en engageant un processus de diminution de 10 % de la consommation générale de fuel domestique la température des habitations restera encore largement supérieure, pour une même période de temps, à ce qu'elle était il y a à peine dix ans. On s'étonne également de voir épargnée la consommation d'essence et de super qui ne représente il est vrai que 15 % de la consommation globale. Enfin, il est certain qu'un ralentissement de la consommation de fuel indus-

triel reste possible par la mise en œuvre de mesures appropriées de conservation de la chaleur.

Sans être négligeables les mesures gouvernementales surprennent donc par leur faible ampleur. Il est vrai qu'une réduction trop drastique de la consommation de produits pétroliers entraînerait un déplacement du marché vers le gaz et l'électricité et surtout des risques de chômage dans certains secteurs. Mais en lui-même ce mini-plan semble également mal venu. Trop tard, car à l'inverse de ses proches voisins la France ne s'est imposée aucune restriction au moment psychologiquement le plus favorable c'est-à-dire à la fin de l'année 1973 et que l'actuel rationnement sera mal compris et surtout mal accueilli si les conditions climatiques ne viennent pas en aide au gouvernement. Trop tôt également car les pays de l'O.P.E.P. laissent entrevoir la possibilité de nouvelles hausses de prix ce qui annulera sans aucun doute les premiers effets du rationnement.

Premier et timide essai de diminution de notre dépendance à l'égard des pays producteurs de pétrole ce plan d'économie de l'énergie devrait être largement développé et surtout poursuivi par l'adoption d'une véritable politique de l'énergie ; c'est-à-dire en fait de la croissance.

Ph. D.

contestataires

Rocheport-Western. Les champions Leclerc et Nicoud se battent au nom du consommateur-roi et de la distribution. Il faut le dire : cette lutte est regrettable. Pas pour des questions d'ordre public dont nous nous moquons totalement, mais parce qu'elle masque la véritable évolution de la distribution en France. Non, Leclerc contre Nicoud ce ne sont pas les grandes surfaces contre les petits commerçants indépendants. C'est la lutte fratricide de commerçants indépendants entre eux.

D'un côté Edouard Leclerc qui essaie depuis vingt ans de répondre au problème de la distribution en France. Les anecdotes à son sujet foisonnent : comme Staline, il a été séminariste. Lui-même l'a dit, il y a longtemps, au premier ministre bulgare qui le félicitait. Leclerc, c'est un tempérament et c'est aussi une idée. L'idée qu'il faut modifier le système de distribution en France car il coûte trop cher à la collectivité et au consommateur. Il ne s'agit pas seulement de faire de l'argent, il s'agit aussi de rendre service. C'est cet aspect *commerçant au service de la communauté* qui rend Leclerc à la fois si novateur et si traditionnel. Il n'y a pas à s'en étonner compte tenu de sa tradition politique familiale, un moment si proche de la nôtre. Leclerc a pris aux Etats-Unis l'idée du « discount ». Il n'a pas été le seul. Mais tandis que Leclerc, catholique social, répandait son système en permettant à d'autres de l'appliquer (n'oublions pas que les centres Leclerc sont tous fondés par des petits commerçants indépendants) les trotskistes Essel et Theret, eux aussi importateurs du discount, créaient des succursales en province, et devenaient de très riches propriétaires d'une société capitaliste à succursales et activités multiples : la FNAC. Pour notre part nous préférons la manière d'Edouard Leclerc à celle de ces industriels, libraires par occasion.

De l'autre côté Gérard Nicoud. Il défend le petit commerce avec fougue mais déjà depuis assez longtemps pour avoir compris que la défense passait par la modernisation et la modification. Le CID-UNATI, bon gré, mal gré participe à la transformation du petit commerce dont le principal atout est de rendre service : proximité, qualité, compétence, conseils de spécialistes, produits spéciaux, etc. Très logiquement on retrouve la notion de service. Nicoud l'a très bien compris qui veut maintenant s'appuyer sur les consommateurs et même sur les producteurs comme le prouve la vente de viande que bouchers du CID-UNATI et éleveurs de Vendée ont réalisé dernièrement ensemble aux Sables-d'Olonne.

Nicoud-Leclerc, tous deux au service du consommateur, — et pourquoi les suspecter de mauvaise foi, eux plus que les autres — se font la guerre. C'est là qu'il faut crier « Alerte » car tandis qu'ils se battent les vrais grandes surfaces, les grands trusts dont le but premier est de faire de l'argent s'installent, se développent. Il est parfaitement normal que les commissions « Royer » refusent les projets d'implantation de surfaces commerciales qui déséquilibreraient le commerce local. Il paraît curieux que ces refus touchent essentiellement des centres Leclerc et fort rarement des Carrefour,

La liturgie cégétiste s'est déroulée cette année sans ces prophéties que l'on commente un trimestre durant avant de les oublier. Qui se souvient des velléités d'indépendance à l'égard du P.C. que l'on avait cru déceler dans la « petite phrase » de M. Ségué de la rentrée 1970 par exemple ?

La rentrée 74 est marquée par les 100 jours de Giscard et la situation internationale. Le gouvernement s'efforce de prendre de vitesse les partisans du programme commun. Il leur adresse de nombreux clins d'œil, pour l'instant sans résultat. Si nous ne sommes pas d'accord avec la gauche pour trouver positive la plus grande partie des mesures dites de libéralisation, en revanche nous partageons son avis sur le côté factice des propositions économiques et sociales qui restent dans la manière de Giscard : **de la poudre aux yeux**. Rien de fondamental n'a été fait.

Est-ce à dire que la C.G.T. compte poser les « vrais problèmes ». Bien sûr ! mais sur le tapis vert de la négociation, lieu privilégié du **harcèlement** cégétiste. Pour l'action, on verra plus tard.

Edmond Maire réagit de la même manière : analyse serrée des problèmes, pas de solutions véritables. Pas de menaces, du pessimisme. Les problèmes sont si vastes ! Si vastes qu'ils rendent faible le pouvoir de Giscard. Toute cette classe politique — Maire et surtout Ségué en font partie — se rend compte que tout peut basculer d'un coup, que la gauche, **volens nolens**, peut être amenée à ramasser le pouvoir. Aussi pas de vagues, pas de frissons dans le dos des bourgeois et des classes moyennes.

Toutes les centrales syndicales en sont au même point. Bergeron (F.O.) ne déclenchera rien. Malterre et Bornard (C.F.T.C.) n'en n'ont ni les moyens, ni l'idée.

Les confédérations en resteront probablement à la journée nationale d'action — ça ne coûte pas grand-chose. Un point seul peut les mettre

Casino ou Mammouth. Le problème de la distribution est pourtant dans la prolifération de ces immenses machines à consommer du consommateur ahuri par la publicité, la musique, les couleurs et bien incapable de répondre raisonnablement aux sollicitations dont il est l'objet. La notion de service est bien loin, celle de qualité des rapports humains, de l'amitié nécessaire également. C'est un autre type de société. Celle-là justement que nous contestons !!

Et Nicoud et Leclerc contestent avec nous. Ils représentent dans le pays réel des forces de contestation et de proposition auxquelles personne ne répond fondamentalement. Ils ne sont pas les seuls, mais la rentrée sociale plus que celle des bureaucraties syndicales risque d'être la leur, celle des artisans, des commerçants et des agriculteurs.

J.-M. BREGAINT

giscard-séguy : la défense des privilèges

en mouvement : des menaces sur leur propre existence si l'on remet en cause leur représentativité et leurs **privilèges**. Il y aura aussi le soutien aux grèves ponctuelles déclenchées dans tel ou tel secteur : marine marchande, ou dans une entreprise : tanneries d'Annonay. Ces grèves-là sont dramatiques. Elles reçoivent des encouragements de la part des confédérations, de la presse mais en fait elles restent oubliées. La dégradation de la situation économique préoccupe trop la classe politique pour lui laisser le temps et le goût de résoudre les problèmes qui se posent en Ardèche, en Corse ou en Saintonge. Les vrais difficultés sociales sont là. Toute la population d'Annonay, tout le haut-Vivarais se bat pour ses tanneries. La fermeture d'une usine ce n'est pas seulement l'affaire des ouvriers et de leurs syndicats. Cela concerne l'ensemble du pays.

Comme de leur côté les chefs d'entreprise se trouvent brutalement sans crédits, les commerçants sans trésorerie, les agriculteurs avec des récoltes brûlées par la sécheresse, du bétail invendable et de stupides décisions bruxelloises ; comme les consommateurs s'aperçoivent à peine du coup de frein sur les prix et recherchent du sucre, on peut assister à une convergence de tous ces mécontentements. De puissantes forces de contestation sont là, en germe, si elles réussissent à s'exprimer à travers un projet de société.

Les Corses — nos amis de **Giovine Nazione** l'ont bien vu — ont entamé ce mouvement. A travers des revendications ponctuelles, agriculteurs, commerçants, chefs d'entreprise, se fédèrent dans une revendication globale régionaliste sinon autonomiste. Il ne serait pas étonnant que, sous d'autres formes, le phénomène se reproduise ailleurs : les grandes confédérations syndicales et en général tous les **appareils établis** peuvent en apparaître débordés.

J.-M. B.

i.p.n.

THESE

Bertrand Renouvin : L'A. F. devant la question sociale. 360 pages ronéotées Franco 70 F

TEE-SHIRT

« Révolution royaliste » 3 tailles - Franco 23 F

le système pan-scolaire

Education, instruction, enseignement, école. Pour nos contemporains ces termes sont devenus synonymes. Voici plusieurs décennies que, par un glissement sémantique significatif, le ministère de l'Instruction Publique est devenu celui de l'Education Nationale.

On admet couramment que la fonction de l'école est à la fois de dispenser une instruction, de préparer à un métier et de diffuser une sagesse par le biais d'une culture. Et l'on s'indigne lorsque l'école n'atteint pas un des objectifs ou les rate tous les trois.

En fait, ce triple rôle qui nous semble indissolublement lié à l'existence même de l'école, n'est rempli que depuis relativement peu de temps par l'institution scolaire. On peut même se demander si le déclin de l'éducation, comme celui de l'école, n'ont pas commencé du jour où celle-ci a été chargée de fonctions aussi multiples...

L'EDUCATION MEDIEVALE

Au Moyen Age en tout cas, les trois objectifs étaient nettement distingués.

Tout d'abord la jeunesse n'était pas enrégimentée dans des institutions d'enseignement. La grande majorité des enfants apprenaient les choses de la vie en côtoyant les adultes. Les concepts d'adolescence voire d'enfance étaient d'ailleurs inconnus. Passé le temps du « mignotage » (jusqu'à sept ans), le petit homme quittait sa famille pour acquérir à la fois un savoir-faire et une sagesse en exerçant les mêmes fonctions que les hommes mûrs.

Bien structurées, les communautés sociales permettaient une éducation efficace. Philippe Ariès les décrit ainsi : « Les échanges affectifs et les communications sociales étaient donc assurées en dehors de la famille par un milieu très dense et très chaud composé de voisins, d'amis, de maîtres et serviteurs, d'enfants et de vieillards, de femmes et d'hommes où l'inclination jouait sans trop de contrainte... Les historiens français appellent aujourd'hui sociabilité cette propension des communautés traditionnelles aux rencontres, aux fréquentations, aux fêtes ».

La sagesse ainsi dispensée n'est ni à sous-estimer ni à surestimer. Certes la « culture » paysanne médiévale se compose pour une bonne part de superstitions, de conjurations magiques de la nature qui contaminent même la religion dans une certaine mesure. Du moins le solide bon sens acquis par le contact avec les êtres et la nature permet-il au petit homme de s'armer précocement — selon nos critères contemporains — pour assumer sa destinée.

Mais dans cette société fondamentalement chrétienne, un certain nombre d'hommes ne se contentaient pas de cette sagesse et s'adonnaient à la fois à l'interprétation du monde et à la contemplation de Dieu, fin ultime de la cité. Ces hommes sont par définition ceux qui détiennent le pouvoir magistériel dans la société médiévale c'est-à-dire les clercs. Il est dès lors tout naturel que les écoles dans lesquelles cette double quête se réalise soient tout d'abord apparues à l'ombre des cathédrales et des monastères.

Lorsque se constituent plus tard les universités des XII^e et XIII^e siècles — en réaction

contre le monopole parfois étouffant des évêques —, elles n'en font pas moins appel aux ordres mendiants dominicain et franciscain comme enseignants. Leurs membres sont considérés comme des clercs et leurs statuts souvent garantis par la Papauté.

Curieuses écoles et curieuses universités, au demeurant bien faites pour déconcerter un moderne ! Il n'existe aucune gradation dans les matières enseignées. On peut commencer les études par la logique et continuer par la grammaire ou vice-versa, puis passer à l'étude du droit ou de la théologie avant de revenir à la grammaire. On peut aussi suivre simultanément l'étude de plusieurs de ces disciplines. C'est qu'il ne s'agit pas pour l'écuyer de consommer passivement des programmes préparés à l'avance mais d'effectuer une recherche au gré des appétences.

Ainsi s'explique l'extraordinaire liberté des écoliers médiévaux qui choisissent eux-mêmes les enseignements qu'ils recevront, n'hésitant pas à changer souvent de ville pour suivre les leçons d'un maître réputé. Cette recherche n'est nullement fonction de l'âge ; jeunes et vieux écoliers se côtoient autour des maîtres et la notion de classe associant la diffusion du savoir à une tranche d'âge bien déterminée est inconnue au Moyen Age.

Ceci explique le dynamisme des universités. Le maître est au fond un « premier de cordée » qui poursuit et approfondit sa recherche avec les élèves, un adulte qui s'adresse à d'autres adultes. Il y a donc échange et dialogue avec eux.

LA RENAISSANCE INVENTE LE COLLEGE ET L'ENFANCE

Cette juxtaposition souple d'un milieu dense — assurant l'éducation du petit homme — et d'écoles — centres de recherche et de réflexion pour les clercs — va être progressivement remise en question avec la Renaissance.

Notons d'abord que la désintégration de la société médiévale entraîne un certain effacement du pouvoir magistériel des clercs. Désormais l'accès aux écoles ne leur est plus réservé. Bien au contraire, les collèges qui se créent à partir du XV^e siècle recrutent largement parmi les enfants de la noblesse, de la bourgeoisie et même du peuple. Dans le même temps l'instruction change de signification : au lieu d'une activité quelque peu gratuite et contemplative, un « loisir » au sens étymologique du terme, elle prend une valeur opératoire. Il ne s'agit plus simplement de comprendre le monde mais le dominer par la connaissance : Pic de la Mirandole à Florence au XV^e siècle, Rabelais au siècle suivant dans son « Gargantua » exposent un programme d'instruction dont le but est de faire le tour de toutes les connaissances humaines. Première manifestation d'un désir de culture encyclopédique qui va s'accroître à l'époque moderne !

L'idée se répand peu à peu que ce bagage d'instruction est nécessaire à la formation éducative du petit homme. Pendant trois siècles, une lente évolution aboutira à lier telle tranche de programme à telle classe d'âge et à rendre obligatoire le passage par les classes du collège avant l'entrée dans la vie adulte. Les Jésuites, qui multiplient à partir du XVI^e siècle

les institutions éducatives, durcissent encore cette tendance, poussés par le souci d'assurer une formation morale et spirituelle solide aux jeunes avant de les « lâcher » dans la société.

Le rôle assigné à l'école grandit d'autant plus qu'à partir du XVII^e siècle, on note un recul global de la « sociabilité ». L'aménagement des pièces dans la maison tend à isoler la famille-couple pour préserver son intimité. La famille centrée sur l'enfant souhaite mieux le protéger et l'éduquer : elle considère qu'il ne peut y parvenir spontanément et que la médiation de l'institution scolaire est indispensable.

On assiste dès lors à une série de transformations qui, entre le XVI^e et la fin du XVIII^e siècle vont rapprocher l'école de son modèle actuel.

Tout d'abord l'internat, exception à la fin du Moyen Age, va devenir sinon la règle du moins le modèle idéal d'éducation. Au XVI^e siècle, la plupart des écoliers prennent librement pension chez des logeurs un peu comme de nos jours les étudiants. Au XVII^e siècle, ces pensions ou « pédagogies » sont soumises à une étroite surveillance : le logeur devient le chef d'un internat privé qui envoie ses élèves au collège pour les cours et surveille strictement le reste du temps leurs études et leurs mœurs.

Par ailleurs la discipline devient beaucoup plus sévère et l'emploi des châtiments corporels fréquents surtout au XVII^e siècle.

Enfin la scolarisation s'étend aux moins de dix ans avec le développement des « petites écoles ». Celles-ci sont à la fois des antichambres du collège latin, des compléments à l'apprentissage familial et des centres destinés à « styler les élèves aux affaires du siècle ». On y apprend à la fois la lecture et le chant, la civilité mais aussi l'écriture et le calcul autrefois enseignés par des gens de métier dans le but de préparer aux carrières commerciales.

Ces « petites écoles » se développent principalement au XVII^e siècle. Elles ont alors un recrutement de plus en plus populaire et on en trouve dans la plupart des villages de France et d'Angleterre. Tant les « réformés » que l'église catholique post-tridentine pensent que l'école pourra à la fois relever le niveau moral du peuple et apprendre aux pauvres gens un métier. L'idée selon laquelle l'école est un moyen de promotion sociale se répand déjà.

Mais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, et notamment après l'expulsion des Jésuites, une réaction se produit contre l'enseignement populaire accusé de détourner les élèves du travail manuel et d'en faire des ratés. Le problème scolaire commence à se poser dans toutes ses dimensions...

AMBIGUITE DE L'ENSEIGNEMENT HUMANISTE

Quel jugement porter sur ces évolutions ?

Ce ne peut être qu'une opinion nuancée. D'abord ces transformations ne constituent pas des ruptures brutales mais des transitions insensibles. En plein XVII^e siècle subsistent de solides survivances de la souplesse de l'instruction médiévale : ainsi en 1677 au collège de Caen trouve-t-on côte à côte dans la même classe de troisième des écoliers âgés de dix et vingt ans, souvenir d'une époque où les âges se mêlaient. Et jamais l'enseignement des

XVII^e et XVIII^e siècles n'a abouti à tuer traditions et cultures orales.

De plus le prométhéisme de l'enseignement humaniste se tempérerait fortement par l'idée que l'homme, conformément aux modèles de l'Antiquité classique, devait se préserver de la démesure. Mais les humanités classiques avaient l'inconvénient de couper la culture des élites des traditions populaires.

On ne saurait mésestimer non plus l'effort de rationalisation qui tend à graduer l'enseignement en fonction des âges donc de la plus ou moins grande maturité intellectuelle.

Enfin il faut bien reconnaître que le développement simultané de la vie familiale et du collège ont eu des aspects positifs sur le plan de la moralité. Le bambin cesse d'être ce petit animal amusant qui, souvent livré à lui-même, périssait quelquefois faute de soins. De même le collège a policé et affiné les mœurs des adolescents dont la brutalité jusqu'à la fin du XVII^e siècle était inouïe (il était courant de voir les élèves des collèges porter l'épée... et s'en servir !).

Il n'en reste pas moins que les transformations des conceptions éducatives sous l'action des humanistes aboutissent déjà à charger l'école d'un messianisme diffus et à en faire le canal privilégié vers l'âge adulte. On pourrait presque dire que la Renaissance contient tous les germes du totalitarisme scolaire contemporain.

REVOLUTION ET IDEAL PAN-SCOLAIRE

A l'occasion de la Révolution, les doctrinaires de l'éducation vont s'ingénier à développer ce totalitarisme en faisant de l'école à la fois une machine à déraciner et un instrument de remodelage de l'homme nouveau. Pour un Condorcet, un Saint-Just, il s'agit de dissiper les ténèbres de l'obscurantisme en diffusant l'instruction, de fabriquer des citoyens « vertueux » c'est-à-dire républicains. Dans cette optique, l'instruction équivaut à un véritable baptême laïque indispensable pour qui veut devenir un citoyen à part entière.

Mais cet idéal de pan-scolarisation ne sera pas mis en pratique — faute de temps — par la Révolution. Napoléon I^{er} va lui substituer un lycée essentiellement élitiste destiné à donner de bons fonctionnaires à l'Etat et de bons cadres à la bourgeoisie qui fournit d'ailleurs les gros bataillons de la population scolaire. Mais si les objectifs sont plus limités, l'intention reste la même : produire un homme nouveau doté des lumières du savoir et capable pour cette raison de diriger la nation.

Et tout au long du XIX^e siècle, le lycée napoléonien va fournir à ceux qui l'utilisent un brevet de bourgeoisie c'est-à-dire de citoyenneté matérialisé par l'examen final, le baccalauréat. Pour le contenu de ses programmes, il imite le collège jésuite en préservant un enseignement humaniste de haut niveau. Mais son organisation hyper-centralisée le coupe encore plus de la vie extérieure que son homologue de la Renaissance. Le phénomène de serre s'accroît et le lycée apparaît de plus en plus comme le préambule obligatoire à tout passage heureux dans la vie adulte.

Comme les démocraties bourgeoises proclamaient l'égalité formelle au moment même où

elles instaurent une stricte ségrégation, la grande revendication de la gauche au XIX^e siècle fut l'instruction pour tous. De cette façon, la gauche ratifiait le postulat bourgeois selon lequel il n'y a pas de bonne éducation sans scolarisation importante, pas de réussite humaine sans recours à l'école.

Il faut tout de même savoir que des premiers résultats substantiels, dans la tradition des « petites écoles » des XVII^e et XVIII^e siècles, avaient été obtenus durant la Restauration et la Monarchie de Juillet. La population scolaire, tombée à 165.000 élèves sous l'Empire, dépasse quatre millions après 1830. Notons que la gestion de l'école primaire est assurée par un comité d'arrondissement qui associe communes et autorités religieuses à l'Etat. Un tel enseignement aurait-il pu à long terme contrebalancer, ou du moins atténuer, de par sa structure décentralisée, les déracinements et l'urbanisation sans frein qui ont accompagné la révolution industrielle ? La durée trop brève de l'expérience ne permet pas de répondre avec certitude à cette question.

Sous la III^e République, la gauche au pouvoir va réaliser la généralisation de l'enseignement primaire dans les plus mauvaises conditions possibles. L'école gratuite, laïque et obligatoire créée par Jules Ferry en 1886 s'installe dans un contexte de lutte anti-religieuse acharnée. Ou plus exactement il s'agit de substituer une religion séculière à la religion catholique, de transformer tous les jeunes Français en apôtres des idées de 89. Dès lors l'école primaire, neutre en théorie, devient dans la pratique une formidable machine d'embrigadement. Elle lutte contre les traditions orales et les cultures locales, à tel point que l'instituteur avait pour mission de punir le petit Breton ou le petit Languedocien surpris à parler leur langue à l'école...

Ce hiatus voulu entre la science divulguée par l'instituteur et la formation par l'expérience des choses de la vie s'aggravait d'autant plus que l'école primaire encasernait l'enfant dès l'âge de sept ans. Et on crée un enseignement primaire supérieur (non obligatoire) pour achever l'œuvre de la petite école primaire.

LYCEE ET UNIVERSITE DEMOCRATISES

Mais l'instauration de l'enseignement primaire ne suffirait pas à apaiser la frénésie scolaire des doctrinaires de l'« éducation nationale ». Parallèlement ceux-ci font tout leur possible pour démocratiser le recrutement du lycée. L'enseignement très intellectualisé qu'il dispense semble alors le « nec plus ultra » de l'éducation. Par ricochet, tout enseignement basé sur l'acquisition d'un savoir-faire concret, de techniques de métier, apparaît comme méprisable ou à tout le moins accessoire.

Dès le Second Empire, la réforme Victor Duruy s'efforce d'introduire de nouveaux effectifs dans le lycée en y créant une section moderne réputée plus accessible que la section classique fondée sur les humanités gréco-latines. Cette réforme constitue le début d'une longue évolution toujours guidée par le même principe : affaiblir l'enseignement des humanités pour mettre le lycée à la portée du plus grand nombre. Ce ne sera pas un enseignement humaniste qui

sera offert à la « masse » mais sa caricature : elle en garde tous les inconvénients (enseignement abstrait, coupé du monde extérieur...) en évacuant peu à peu le principal avantage, l'acquisition d'une méthode solide de raisonnement. La réforme Edgar Faure de 1968 qui supprime le latin dans toutes les 6^e et les 5^e n'est que la dernière étape de ce travail de sape poursuivi de réforme Leygues (1902) en réforme Jean Zay (1936), puis de plan Langevin-Wallon (1944) en réforme Billères (1956).

Ajoutons que la démocratisation de l'enseignement se fait à l'époque où les connaissances humaines se sont développées de façon extraordinaire. Songeons que 90 % des savants qu'a possédés l'humanité sont nés au XX^e siècle ! Et l'école secondaire va prétendre dominer tous les secteurs du savoir humain comme au temps de Pic de la Mirandole ! Le résultat a été horrible : surcharge effrénée des programmes, encyclopédisme brouillon. Bref on a cherché à remplir les têtes d'un fatras de connaissances hétéroclites, ce qui a dévalué d'autant la valeur formatrice de ce qui fut l'enseignement humaniste.

Corollaire de cette démocratisation du lycée : l'enseignement primaire supérieur est peu à peu rapproché du secondaire puis fusionné avec celui-ci dans le cadre des C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) créés en 1963, qui regroupent les anciens cours complémentaires et les quatre premières années du lycée traditionnel. En outre la consommation de scolarité est accrue par l'augmentation de l'âge limite de la scolarité obligatoire : douze ans en 1886, puis quatorze ans en 1940, enfin seize ans sous la V^e République.

Parallèlement à cette évolution, l'enseignement supérieur voyait se gonfler ses effectifs. Ainsi en Lettres le nombre des étudiants a été multiplié par cinquante entre 1900 et 1968. Alors qu'au début du XX^e siècle les facultés constituaient des lieux de culture relativement désintéressée et peu tournés vers la préparation à une profession (exception faite de la médecine), elles sont maintenant devenues partie intégrante de l'initiation scolaire préparatoire à l'entrée dans toute profession ayant un certain « standing ». Plus exactement il est admis couramment qu'il faut passer en faculté (ou dans les grandes écoles) pour réussir une belle carrière... même si l'étudiant qui s'inscrit en Droit ou en Lettres n'a qu'une très vague idée de ce qu'il compte faire plus tard.

La boucle est ainsi bouclée et le mythe de la pan-scolarisation atteint son maximum de forces. Le principe en est simple : au cours de ses quinze ou seize années de scolarité (de la maternelle à la licence) dans une parfaite égalité, l'enseignement est supposé développer toutes les facultés de l'élève pour en faire un « homme générique » c'est-à-dire, selon Marx, une personne humaine qui développe en elle toutes les virtualités de l'espèce. Au bout du cursus universitaire, l'étudiant aura en outre acquis une spécialisation lui permettant d'exercer un métier, noble bien entendu, faisant appel principalement à l'intelligence.

Mais le mythe de la pan-scolarisation n'est-il pas en même temps un mirage ?

Arnaud FABRE

pour saluer paul dungler

résistant et régionaliste alsacien

Dimanche 25 août s'est éteint à l'hôpital de Colmar, M. Paul Dungler, à l'âge de 72 ans. Chef de file incontesté de l'Action française en Alsace avant-guerre, fondateur des premiers réseaux de résistance français en 1940, régionaliste alsacien des plus lucides, Paul Dungler incarnait ce type de Français, sensibilisé politiquement avec l'échec de la victoire de 1918, et dont l'angoisse quotidienne était devenue la recherche de la permanence de l'héritage national. Pour Paul Dungler la monarchie n'était qu'un moyen, la condition privilégiée de la renaissance.

LEON DAUDET : « CE JEUNE ALSACIEN IRA LOIN »

Dès le commencement il y eut la foi. Né en 1902 dans la petite ville industrielle de Thann, où il devait passer toute sa vie, Paul Dungler sort de l'adolescence quand la fin de la guerre 14-18 et le retour de l'Alsace à la France éveillent en lui un ardent nationalisme. Contacté presque par hasard par l'Action française, qui en 1919 commence son implantation en Alsace, Paul Dungler découvre avec enthousiasme la pensée maurrassienne. Dès lors tout est tracé. Président à l'âge de 17 ans de la section de Thann qui groupera, aux plus beaux jours, quelque 200 Camelots du roi, il imprime de son influence toute la politique de l'A.F. en Alsace. Politique dont M. Dreyfus, directeur de l'I.E.P. de Strasbourg, devait dire à un colloque Maurras qu'elle avait été la première à se baser sur la réalité culturelle et sociologique de la région. Les succès furent foudroyants. En 1926 les prodigieuses manifestations d'A.F. à Strasbourg mettent en émoi les gouvernements de Paris. Paul Dungler m'avait confié qu'il pensait déceler dans ces manifestations la raison de l'accélération des marchandages avec le Saint-Siège pour faire condamner l'A.F. Le tempérament de Paul Dungler le poussait à surmonter les obstacles. Léon Daudet écrivait de lui en 1930 dans l'*Action Française* : « ce jeune Alsacien ira loin, car il a

le feu qui entraîne et la précision qui fixe. » A Thann ses camelots du roi, presque tous ouvriers, apprécient chez ce jeune industriel un sens de la justice sociale qui ne trompe pas, éloigné de tout paternalisme. Battu de peu dans sa circonscription de Thann aux élections législatives de 1936 qui devaient amener le Front populaire, Paul Dungler crée, et préside, quelques temps plus tard l'Alliance royaliste d'Alsace, après l'interdiction de la ligue d'A.F.

« REFUSER LA FATALITE DES CHAINES »

Juin 40, c'est la défaite. Beaucoup quittent la France pour commencer la résistance, Paul Dungler préfère rester sur place. En août 40 il fonde à Thann la 7^e Colonne d'Alsace, qui deviendra le réseau Martial, première organisation de la résistance intérieure française. Dans son livre de souvenirs, *L'Enfant du rire*, le chanoine Pierre Bockel, aumônier de la Brigade Alsace-Lorraine de Malraux, salue Paul Dungler « notre chef et aîné à qui revint l'initiative... L'Alsace-Lorraine eût-elle trouvé sa liberté dans la dignité si en août 1940 il ne s'était trouvé quelques hommes un peu fous pour refuser l'imposture et la fatalité des chaînes ? »

Dénoncé aux Allemands par les communistes, il se réfugie en décembre 40 à Lyon. Reçu chaque semaine par le Maréchal Pétain qui le finance en secret, Paul Dungler recrute des officiers pour l'organisation de résistance de l'armée française et transmet régulièrement des informations à Londres, puis à Alger. En septembre 43 il gagne l'Algérie à pied pour se mettre à la disposition du général Giraud. Celui-ci, en liaison avec le général américain Revers, lui confie une mission d'une importance extraordinaire : contacter l'Abwehr pour mettre au point un complot contre Hitler. Il est alors parachuté en janvier 44 dans le Massif central par les services secrets américains. A Nice, il rencontre un émissaire de l'Amiral Canaris, chef de l'Abwehr. Les services allemands promettent

une paix séparée avec l'Ouest si on leur donne les moyens d'éliminer Hitler. Paul Dungler prépare un parachutage d'armes sur l'Allemagne pour les membres du complot. A la dernière minute tout est annulé. « De Gaulle, me disait Paul Dungler, avait posé son veto. Il refusait une paix séparée, ne se sentant pas encore le maître incontesté de la France libre ». Quelques jours plus tard, Paul Dungler est arrêté par la Gestapo, sur « indiscrétion ». Interné à Paris, où il rencontre Mme Trepper, la femme du chef de l'Orchestre rouge, il est ensuite expédié dans un camp en Tchécoslovaquie. L'armée américaine l'y délivre en mai 45.

LA LEÇON ET L'ESPERANCE

Entre les deux guerres, face à la pourriture du régime et aux menaces impérialistes, cette âme pure s'était révoltée, au nom de notre héritage. Pendant 25 ans il avait saisi toutes les occasions d'une renaissance française. La fortune ne lui a permis de faire aboutir son combat. En 1945 il avait choisi de se retirer pour ne plus s'occuper désormais que de l'amicale de son réseau Martial. Il sentait intuitivement qu'à chaque génération, en fonction du contexte extérieur, une poignée d'hommes se lève au milieu d'une nation, descendant dans les cœurs perdus secouer la torche bienheureuse. C'était l'heure d'une relève, il en était persuadé.

Aujourd'hui, contre une société industrielle qui anéantit l'espérance et mutile l'homme, une nouvelle moisson lève pour maintenir ce qui fait notre civilisation. Entre ces deux générations, au-delà des différences de forme dans l'expression que seuls les sots remarqueront, quelle extraordinaire concordance dans les buts, quelle similitude dans l'esprit. C'est cela, quels que soient les changements de mentalités, qui fixera dans nos mémoires l'exemple de personnes comme Paul Dungler. C'est cela qui donne tout son sens à notre fidélité.

Bernard ROEMER
Militant NAF-Alsace

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf-17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

enseignement :

l'œuvre de malthus

Le « changement » qui se prépare en matière d'enseignement supérieur peut se résumer en deux mots : démagogie et malthusianisme.

Démagogie : la réforme Soisson des Universités prévoit que la licence sera désormais accordée deux ans après le baccalauréat. On augmentera ainsi le nombre des licenciés en démonétisant ce diplôme qui n'en a certes pas besoin.

Malthusianisme : dans le même temps, la loi Soisson vise à limiter les effectifs étudiants par l'instauration d'une sélection assez sévère exercée à l'entrée de chacun des trois cycles composant les études supérieures (licence, maîtrise, doctorat). Le barrage après la licence (en fait le D.E.U.G. actuel) sera particulièrement important.

Décidément l'enseignement français ne parvient pas à échapper à une contradiction insupportable. Ou bien il est largement ouvert à une masse d'étudiants auxquels il dispense une culture au rabais : on aboutit alors à une inflation de diplômes, et c'est ce qui va se passer dans le nouveau premier cycle supérieur. Ou bien il est très sélectif et aboutit à susciter des frustrations par le truchement de la sélection-guillotine, et c'est ce qui se passera après

la deuxième année d'études supérieures. Mais dans ce dernier cas on jette dans la « vie active » sans formation bien précise des milliers de jeunes gens qui n'auront plus par la suite l'occasion de compléter leur culture et leur savoir-faire.

En fait, il n'y a pas de solution satisfaisante tant que les Universités demeureront des monolithes. Obliger l'étudiant à parcourir un cursus pré-déterminé à l'avance avec l'élimination automatique s'il n'ingère pas des tranches de savoir établies à l'avance est un non sens.

Il serait beaucoup plus réaliste d'accorder aux jeunes Français un « crédit d'études » qu'il pourrait utiliser tout au long de son existence. Dès lors l'entrée précoce dans la vie active (avant ou après le baccalauréat) ne serait pas vécue comme un échec. Le jeune, inséré dans une profession garderait une possibilité de promotion en conjuguant durant la suite de sa carrière formation sur le tas et recyclage « théorique ».

Encore faudrait-il accepter que disparaissent peu à peu les diplômes nationaux et que l'enseignement supérieur de plus en plus diversifié soit pris en compte par les professions et les collectivités locales. Il faudrait également admettre

une multiplicité d'expériences pédagogiques avec concurrence entre ces divers types d'expériences.

Mais pour réaliser une telle révolution le pouvoir devrait heurter de front les routines et les préjugés du mandarinat universitaire. On le voit mal s'attaquer à la bastille enseignante.

Par ailleurs, cette réforme est dangereuse dans le contexte général de notre société mercantile : mettre l'enseignement supérieur sous le contrôle partiel des entreprises risquerait d'aboutir à faire des Universités des machines à fabriquer des cadres subalternes pour le système industriel, dont la formation générale serait sacrifiée. Pour éviter cet écueil, il serait indispensable que des communautés locales puissantes soient reconstituées et qu'elles cherchent à contrecarrer le développement d'enseignements par trop exclusivement utilitaires.

Enfin l'Etat garant de cette révolution de l'enseignement supérieur devrait être à la fois assez vigilant pour aider et inciter les collectivités locales à contrôler le bon niveau général de l'enseignement supérieur et assez indépendant de l'opinion pour abandonner sa tutelle idéologique sur les Universités. Nous sommes loin du compte !

A. F.

lettre aux lecteurs

Après une interruption d'un mois voici de nouveau la N.A.F. qui reprend son rythme de parution normale. Pendant cette période des événements nombreux se sont déroulés tant en politique intérieure que sur le plan des relations internationales. Notre petit format nous interdit de faire un panorama complet de la situation et nous a contraint à procéder à un choix. Nous reviendrons au fil des semaines sur les grands problèmes que nous avons été obligés de négliger.

Philippe d'Aymeries et Jean-Marie Bregaint vous exposent dans ce journal la crise économique et sociale dans laquelle nous nous trouvons. Malheureusement cette crise touche aussi la Presse et plusieurs journaux ont disparu pendant l'été. Pour faire face à toutes ces augmentations de frais nous avons été amenés à porter le prix de vente de la N.A.F. à 2 F et à relever notre tarif d'abonnement. Nos lecteurs et amis nous comprendront et auront à cœur de multiplier leurs efforts pour la diffusion de notre journal. Ces augmentations nécessaires ne doivent en aucun cas freiner notre progression. C'est également pour cela que nous faisons appel, une fois de plus à nos lecteurs, en lançant une *souscription de rentrée* : d'ici Noël c'est 6 millions anciens qui nous sont indispensables pour faire face à nos engagements. Nous publierons dès la semaine prochaine la liste de nos amis qui auront répondu immédiatement à notre appel. Nous comptons sur vous. Merci.

Yvan AUMONT

matériel de propagande

- Brochure : « Campagne pour un projet Royaliste ».

Tous les textes des allocutions de Bertrand Renouvin pendant les élections présidentielles.

Prix franco : 1 ex. : 4 F
5 ex. : 12 F
10 ex. : 25 F
50 ex. : 110 F.

- Affiches.

En deux couleurs au format 60 X 80. Elle a été spécialement conçue pour faire connaître l'hebdo et le *Projet Royaliste*.

Prix franco : 10 ex. : 7 F
50 ex. : 28 F
100 ex. : 50 F
500 ex. : 190 F.

- Numéro spécial de la N.A.F.

Le numéro d'Août 74 de la N.A.F. est un excellent instrument de propagande. Diffusez-le autour de vous.

Prix franco : 5 ex. : 11 F
10 ex. : 20 F
50 ex. : 75 F.

Commandes accompagnées de leur règlement à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris.

"un autre maurras"

Le livre de Gérard Leclerc *Un autre Maurras* est paru à la fin du mois de juillet et tous les souscripteurs de l'édition courante de l'ouvrage doivent l'avoir reçu à l'heure actuelle. Les éditions originales numérotées seront expédiées dans le courant septembre.

L'ouvrage est en vente maintenant aux conditions suivantes :

1 ex. : 30 F franco
3 ex. : 80 F franco
5 ex. : 120 F franco
10 ex. : 200 F franco

Commandes à adresser, accompagnées de leur règlement, à I.P.N. - B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01- C.C.P. La Source 33 537-41.

le projet royaliste 18 F franco - Commandes à B.P. 558 - 75026 Paris.
Cédex 01 - C. C. P. La Source 33 537 41.

1 - l'imposture du libéralisme

Ce qui est terrible avec la société du spectacle, c'est qu'on ne peut absolument pas y traiter des problèmes intellectuels sérieux. Tout y est slogan, *marketing* qui appelle du concurrent ou de l'adversaire un contre-slogan marketingisé. A ce jour, même l'honnête homme risque de se faire avoir. Ulcéré par l'hénaurmité, il répondra sur le même plan, sur le même style et sa réponse manquera de toute pertinence. C'est le propre du vice, ou sa « vertu », que de provoquer du fait de son caractère excessif, violent, contre-nature, contre-la-norme, le vice symétriquement contraire, aussi violent et aussi impertinent. Les exemples ne manquent pas, en ce moment, de cette dialectique de l'« impertinence », dans la mesure où le pouvoir est colonisé par une caste experte en *marketing* politique.

J'en choisis un seul, parce qu'il est le plus flagrant, le plus significatif, et parce qu'il touche un des problèmes les plus fondamentaux de la philosophie politique. Le président de la République a déclaré lors de sa dernière allocution radio-télévisée : « Il faut poursuivre la libéralisation de la société française, en faisant progressivement disparaître de notre législation les dispositifs répressifs, ceux qui datent du temps de ce que j'appellerai le gouvernement de la peur. » Si nous prenions V.G.E. à la lettre, nous devrions immédiatement le sommer de dissoudre toute espèce de police, de gendarmerie, pour remplacer la gent armée par des cohortes de gentils organisateurs *made in* Trignano. On ne voit vraiment pas pourquoi Ponia, le lieutenant fidèle, continuerait à s'amuser et à nous amuser avec ses opérations *coups de poing*. Un peu de logique ! Si l'on veut en finir avec le gouvernement de la peur, il faut supprimer tous les arsenaux de la violence. Bien sûr, cette logique est folle.

Mais il en existe une autre, aussi folle, que ne manquent pas de développer des braves gens ulcérés par tant de démagogie. *Hé Giscard ça ne va pas ?* Et d'exposer la philosophie sommaire d'un ordre policier encadrant une société fondée sur la contrainte permanente. En bref, le totalitarisme.

Serions-nous donc condamnés à tomber d'une erreur dans l'autre ?

LA LIBERTÉ QUI EST VIOLENCE

Cette dialectique doit être dénoncée comme mensongère. Un principe dont les conséquences immédiates apparaissent inacceptables ne vaut rien. Giscard serait bien incapable de donner un début d'exécution à sa profession de foi. Il lui faudrait dissoudre l'Etat, la notion et la chose.

Puissance publique, l'Etat est en tant que tel le lieu de concentration de la force et de la violence. Celles-ci doivent servir entre ses mains à protéger l'amitié entre citoyens et à faire régner la justice. Si elles lui échappent, elles iront se disperser à travers tout le corps social. Alors ce sera la loi de la jungle, avec l'écrasement des faibles, les féodalités sauvages, les armées d'esclaves.

On dira que cela est peut-être dialectiquement vraisemblable, mais que les progrès de la civilisation sont tels que les moyens de la violence deviennent de plus en plus inutiles ou superflus. Ce n'est pas exact. Il suffit d'ouvrir n'importe quel journal pour trouver le récit de

violences révoltantes dont sont victimes les plus humbles, les plus démunis. Qui a pu lire, sans serrer les poings l'histoire lamentable de ce couple de vieux paysans littéralement martyrisé dans la région de Toulouse par une bande de jeunes dévoyés ? La bête humaine a bientôt fait de craquer l'écorce de civilité pour se lancer dans un abîme de démesure et de folie sanguinaire.

Giscard fournit d'ailleurs lui-même l'exemple qui démontre son imposture avec la libéralisation de l'avortement. Que signifie cette libéralisation ? Il s'agit simplement pour l'Etat de se désaisir des moyens de coercition qu'il détient pour protéger les tout petits, et laisser ainsi aux mains des plus forts les moyens d'assassiner. Ah certes le gouvernement de la peur a disparu, mais les citoyens ont pleine faculté de trucher leur prochain. A ce petit jeu, la peur risque de changer de camp. On le voit bien avec cette nouvelle campagne sur l'euthanasie qui comme par hasard succède à celle sur l'avortement. On commence à avoir peur chez les mongoliens : les médecins qui les soignent nous le confirmeront.

L'INDIFFERENCE AUX VALEURS

Voilà bien l'imposture dont décidément la république giscardienne paraît porter au visage la marque indélébile. Bien évidemment, Giscard est trop malin pour n'être pas conscient de sa démagogie. Mais est-ce vraiment de la démagogie ? Un ami me disait, mi-souriant, qu'une certaine caste bourgeoise était en train de consentir aux masses populaires ce qu'elle considérerait jusqu'ici comme ses privilèges. Jusqu'ici c'était : au peuple la religion et ses mœurs rigides, à nous la liberté de pensée et de mœurs ! Maintenant, c'est devenu : la liberté pour tous... Il y a certainement beaucoup de vrai. Plus que de la démagogie, il s'agirait de prendre simplement en compte l'évolution des temps et le progrès des mœurs.

Pourtant, cette conception même doit être creusée, pour ce qu'elle dissimule sur l'essence du système giscardien, qui n'est jamais lui-même que la tête du système industriel présent. Très caractéristique à ce propos me paraît la déclaration de Françoise Giroud à *La Croix* sur l'avortement.

« Là-dessus je ne voudrais pas prendre de position. Je rejoins tout à fait celle de Simone Veil, c'est-à-dire que je crois qu'il faut dépassionner ce problème de l'avortement dont on a fait un problème métaphysique. Tant qu'on restera dans la métaphysique on ne s'entendra pas. Je crois que la pratique de l'avortement clandestin est abominable et qu'il faut absolument la faire cesser. »

Si l'avortement n'est plus un problème métaphysique, il échappe à toute morale. La seule question est de le rendre légal pour éviter la clandestinité. Malheureusement, reconnaît Françoise Giroud, l'expérience prouve que la libéralisation diminue mais ne supprime pas entièrement les avortements clandestins. Elle ne dit pas pourquoi mais il est aisé de le comprendre. C'est la honte qui explique qu'on se cache en pareil cas. La secrétaire d'Etat à la condition féminine ne l'ignore pas, et si elle était tout à fait franche il lui faudrait avouer la logique de sa pensée. Pour éviter à tout prix la clandestinité, il faut à tout prix déculpabiliser l'avortement.

Car tel est bien le sens le plus clair de cette volonté d'abolir l'interrogation métaphysique. Faire de l'acte de tuer un embryon, une chose normale, commune, habituelle, qui ne provoque aucune torture mentale, quelque chose que l'on décide d'espérer froidement, posément, délibérément.

Dans *les Possédés* de Dostoïevsky, il y a un moment un dialogue qui est au plein cœur de notre sujet, entre Chatov dont la femme vient d'accoucher d'un fils et Arina Prokhorovna la sage-femme, excellente technicienne : « L'apparition d'un nouvel être est un grand mystère, un mystère incompréhensible, Arina Prokhorovna, et c'est dommage que vous ne le compreniez pas, bredouillait Chatov comme ivre... — Ils étaient deux et voilà qu'apparaît un nouvel être humain, un nouvel esprit, complet, achevé, tel que n'en a jamais créé main humaine, une nouvelle pensée, un nouvel amour. C'est même terrible. Il n'y a rien de plus grand au monde. »

— Quel flot de paroles. Il ne s'agit tout simplement que du développement de l'organisme, il n'y a là rien d'autre, aucun mystère. — Arina Prokhorovna riait galement, franchement. — A ce compte, la moindre mouche est déjà un mystère. Mais voilà ce que je vous dirai : il vaudrait mieux ne pas mettre au monde d'êtres inutiles. Avant de faire des enfants, commencez par changer tout, de façon qu'ils ne soient plus inutiles. Tandis que maintenant... »

Tout est dit entre l'homme qui chante l'inéffable, le mystère et l'accoucheuse parfaite technicienne et parfaite nihiliste qui ne parle que le langage de l'utilité. S'il n'y a plus que l'utile et l'inutile, la technique de la sage-femme a les meilleures chances de s'appliquer à faire avorter qu'à faire naître. On traitera la naissance comme n'importe quel objet. Plus d'émerveillement, plus d'étonnement, plus de mystère, plus de valeurs sacrées et inaliénables. Il ne reste que la volonté humaine livrée à elle-même, en-dehors de tout horizon des fins, gardant pour tout éclairage les catégories de l'utile et de l'inutile, critères d'efficacité qui mesurent la réussite, celle de la puissance.

Tel est bien, en définitive le sens du libéralisme giscardien : une indifférence totale aux valeurs, et en revanche l'affirmation forcée d'une volonté de puissance.

Gérard LECLERC

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)